

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 23 NOV. 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay**

Rue Camille Danguillaume  
29150 Châteaulin

Références : ENV-D-23. 0506

Code AIOT : 0005516202

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay implanté Croix-Neuve à Plonévez-Porzay (29550). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay
- Croix Neuve 29550 Plonévez-Porzay
- Code AIOT : 0005516202
- Régime : Autorisation

La Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay est autorisée à exploiter sur la commune de Plonevez-Porzay une déchetterie et une installation de compostage d'algues vertes et de déchets verts. Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- pour l'unité de compostage des algues vertes :
  - le plan présentant les zones à risques en H2S ;
  - la procédure de compostage des algues vertes ;
  - La justification que des mesures de concentration en H2S sur 24 heures sont effectuées au moins une fois par semaine.
  - L'autosurveillance des émissions atmosphériques ;
- pour la déchetterie :
  - la gestion des effluents aqueux ;
  - le confinement des eaux polluées

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Contrôle en H2S sur 24h	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.13.	Inspection du 02/07/2020 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	La prévention des conditions anaérobies des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 9.2.1.	Inspection du 02/07/2020 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Contrôle semestriel des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 9.2.2.	Inspection du 02/07/2020 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Procédure d'admission des algues vertes	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.6.
5	Les lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.15.
8	les installations de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 4.3.3.
12	Les consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 7.5.4



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	contrôle et suivi du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.10.
3	la localisation des risques H2S	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.11.
10	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 7.5.6.1.
11	Ventilation, locaux déchets dangereux.	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I Article 2.4.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à l'inspection, quatre non-conformités majeures ont été identifiées, entraînant une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts, les manquements sont les suivants :

1. l'absence de suivi régulier de la concentration en H2S dans la zone à risque ;
2. La prévention des conditions anaérobies des lixiviats ;
3. L'omission d'une campagne de suivi des odeurs.

Pour la déchetterie, une non-conformité a été identifiée concernant l'absence de contrôle semestriel des eaux pluviales sur les effluents aqueux.

En raison de ces non-conformités, il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Procédure d'admission des algues vertes – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission des algues vertes
Prescription contrôlée : Un cahier des charges est établi par l'exploitant et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a présenté le mode opératoire du compostage des déchets verts et des algues vertes. Ce mode opératoire, rédigé par deux techniciens le 8 septembre 2020 et vérifié par le chef de centre de Suez le 22 septembre 2020, n'a pas encore été approuvé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

**N° 2 : contrôle et suivi du procédé de compostage – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.10.
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle et suivi du procédé de compostage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque lot d'algues vertes est identifié sur la plate-forme.</p> <p>Les andains de fermentation et de maturation ont une hauteur limitée à 3 mètres ; cette hauteur est limitée à 2 mètres s'agissant des dépôts d'algues vertes réceptionnées sur le site, avant et après leur premier mélange sommaire avec des déchets verts broyés – si un tel mélange est mis en œuvre – jusqu'à leur mélange intime et homogène au moyen d'un matériel adapté de type retourneur d'andain, épandeur à fumier, godet mélangeur, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les algues vertes sont récoltées dès qu'elles échouent sur la plage et amenées directement sur la plate-forme de compostage.</p> <p>Elles y sont mélangées dans la journée avec des déchets verts dans un ratio de 1 pour 1, ce qui permet de réduire le risque d'émanation de H2S.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de dépôts d'algues vertes et que les andains sont stockés à une hauteur inférieure à 3 mètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 3 : la localisation des risques H2S – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.11.
Thème(s) : Risques accidentels, la localisation des risques H2S
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un document d'analyse des risques intégrant l'ensemble des risques de l'installation dont ceux liés aux émissions de H2S (explosion et incendie, toxique et dangereux pour l'environnement).</p> <p>Les zones identifiées comme étant à risque H2S sont signalées sur place comme telles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan du site de la plateforme de compostage, les zones de stockage des algues vertes et des déchets verts sont clairement identifiées.</p> <p>La zone à risque H2S comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la zone de stockage des algues vertes</li> <li>• ET les trois bassins de lixiviats.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le risque H2S est indiqué par un affichage sur l'andain. Il a également été noté que la disposition des andains a été modifiée par rapport au plan pour économiser de la place. Cette modification devrait être reprise sur le plan pour une meilleure compréhension du personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



**N° 4 : le contrôle en H2S sur 24h – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.13.

Thème(s) : Risques accidentels, le contrôle en H2S sur 24h

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de réaliser des mesures internes de suivi de la concentration en H2S au sein de ses installations dans les zones identifiées comme étant à risque H2S en application de l'article 8.5.11 du présent arrêté.

Ces mesures internes de suivi de la concentration en H2S sont adaptées en fonction des apports en algues vertes sur l'installation et effectuées, a minima, une fois par semaine sur une période de 24 heures conformément aux normes en vigueur et en au moins 3 points du site (zones identifiées comme étant à risques H2S).

**Constats :**

Lors de l'inspection de juillet 2020, il a été relevé que l'exploitant ne réalisait pas de mesures de suivi de la concentration en H2S dans les zones identifiées comme étant à risque H2S.

Lors de l'inspection du 09 octobre 2023, l'exploitant a présenté les données extraites sur deux de ses détecteurs à H2S, qui ont analysé les concentrations en H2S dans la zone à risque d'algues vertes.

**L'inspection constate que**

- l'analyse de la concentration en H2S se limite à la zone de réception des algues vertes. Cependant, la zone à risque H2S comprend l'ensemble de la zone de stockage des algues vertes ainsi que les trois bassins de lixiviats.  
En conséquence, l'exploitant devrait donc réaliser des mesures sur l'ensemble de cette zone à risque.
- selon les données fournies, l'analyse de la concentration en H2S n'a été effectuée que pendant 4 journées et sur quelques heures : le 18 août 2020, le 31 août 2020, 1er septembre 2020 et le 8 septembre 2020.  
Cependant, conformément à la prescription susmentionnée, l'exploitant doit réaliser des mesures sur 24h en trois points du site, à une fréquence d'au moins une fois par semaine. De plus, le mode opératoire de compostage des déchets verts et des algues vertes stipule que la mesure en H2S doit être effectuée deux fois par semaine, sur 24 heures en trois points.
- l'extraction des données du détecteur se déroule lors de l'étalonnage de l'appareil, soit plusieurs mois après la réalisation de la mesure. Cette temporalité ne permet pas à l'exploitant de réagir rapidement en cas de détection d'une concentration anormale en H2S.
- les données extraites sont difficiles à analyser et interpréter.

Les mesures de suivi de la concentration en H2S effectuées par l'exploitant ne lui permettent pas de prendre les mesures de gestion adaptée au risque H2S. Elles ne respectent pas une périodicité régulière et se concentrent uniquement sur une portion de la zone à risques H2S.

Ces mesures de suivi de la concentration en H<sub>2</sub>S sont d'autant plus importantes qu'il a été constaté lors de l'inspection que des particuliers déchargent des déchets verts à proximité immédiate de la zone de réception des algues vertes, zone à risque H<sub>2</sub>S.

L'inspection souligne que ce défaut de contrôle de la concentration en H<sub>2</sub>S sur le site de compostage peut engendrer des risques pour la santé et la sécurité des personnes travaillant sur le site ou se trouvant à proximité. En effet, le H<sub>2</sub>S est un gaz toxique susceptible de causer des intoxications graves, voire mortelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

#### **N° 5 : Les lixiviats – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 8.5.15.

Thème(s) : Risques chroniques, Les lixiviats

Prescription contrôlée :

Article 8.5.15.

L'exploitant est tenu d'établir le caractère dangereux, ou non, des lixiviats issus des andains contenant des algues vertes en particulier au regard du potentiel de relargage de l'hydrogène sulfuré présent dans lesdits lixiviats. [...]

Constats :

Une analyse des lixiviats a été réalisée le 02 mai 2023. Le laboratoire ne statue pas sur le caractère dangereux ou non des lixiviats.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la société SARP OSIS a été missionnée, début octobre 2023, pour pomper 500 m<sup>3</sup> de lixiviat provenant des bassins.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la filière de gestion des déchets est adaptée faute de caractérisation du potentiel de danger des lixiviats.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

**N° 6 : La prévention des conditions anaérobies des lixiviats – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, articles 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, La prévention des conditions anaérobies des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Afin de ne pas enrichir la teneur en hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) des andains, les eaux des bassins ne peuvent être recyclées pour l'arrosage ou l'humidification des andains que si les effluents de ces bassins sont exempts d'hydrogène sulfurés (« eaux douces ») ou aérés ou bénéficient d'un procédé équivalent (« eaux salées ») permettant de garantir une faible teneur en hydrogène sulfuré.</p> <p>En cas d'absence de traitement de l'hydrogène sulfuré, ces effluents sont considérés comme des déchets et doivent être traités conformément au titre 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de lixiviat provenant des algues vertes est une zone à risque d'émanation de H<sub>2</sub>S. Son oxygénation est nécessaire pour prévenir les conditions anaérobies : Lorsque les conditions anaérobies (absence d'oxygène) prédominent dans un bassin de lixiviat, cela peut favoriser la production d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S), un gaz toxique. L'oxygénation du bassin favorise les conditions aérobies, empêchant la formation d'hydrogène sulfuré.</p> <p>Lors de l'inspection du 09 octobre 2023, il a été constaté qu'un aérateur sur les deux prévus, essentiel à l'oxygénation du bassin n'est plus opérationnel. En conséquence, la faible teneur en hydrogène sulfuré lors de l'arrosage des andains n'est plus assurée, représentant ainsi un risque pour la santé et la sécurité.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis non signé du 06 octobre 2023 visant la remise en état les deux aérateurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois



**N°7 : l'autosurveillance des émissions atmosphériques – Pour l'installation de compostage des algues vertes et des déchets verts**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, l'autosurveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur agréé à un contrôle des rejets à l'atmosphère des émissions diffuses de l'ensemble des installations (débits et concentration d'odeurs, tous les 3 ans).
Constats : D'après l'inspection de 2020, la dernière campagne de suivi des odeurs a été réalisée en 2010.  Lors de l'inspection du 09 octobre 2023, l'exploitant a présenté un devis des mesures de suivi des odeurs, daté du 25 septembre 2020. Cependant, la campagne de suivi des odeurs n'a pas été réalisée depuis cette proposition de devis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

**N° 8 : les installations de traitement des eaux – Pour la déchetterie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, les installations de traitement des eaux
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées par le présent arrêté. Ces installations sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts.
Constats : L'exploitant a justifié l'entretien du débourbeur-déshuileur sur le site de compostage des algues vertes. Cependant, l'entretien du débourbeur localisé sur le site de la déchetterie n'a pas été réalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

**N° 9 : Contrôle semestriel des eaux pluviales – Pour la déchetterie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 9.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle semestriel des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre, s'agissant du point de rejet identifié au paragraphe 4.3.5 du présent arrêté, au regard des prescriptions réglementaires définies par les articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>Paramètres : pH, conductivité, DCO, DBO5, MES, hydrocarbures totaux</li><li>Périodicité : 1 contrôle semestriel</li></ul>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les analyses des effluents aqueux pour le site de la déchetterie pour les années 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

**N° 10 : Confinement des eaux polluées – Pour la déchetterie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 7.5.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction et/ou de refroidissement, sont collectées et confinées dans l'établissement.
Constats : La configuration du site de la déchetterie permet de confiner les eaux d'extinction sur le site en cas d'incendie. Pour ce faire, il suffit d'obstruer le regard avec un tapis magnétique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 11 : Ventilation, locaux déchets dangereux. – Pour la déchetterie**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I Article 2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation, locaux déchets dangereux.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le local contenant des solvants est correctement ventilé et que des rétentions sont présentes au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 12 : Les consignes de sécurité – Pour la déchetterie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Les consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités d'application du présent arrêté sont établies, intégrées dans les procédures générales et/ou spécifiques et/ou dans les procédures d'instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité spécifiques à l'exposition au risque H2S en plein air sont affichées dans le local réservé au personnel mais elles sont cachées sous le mobilier.</p> <p>Ces consignes ne tiennent pas compte des dernières évolutions réglementaires et des risques spécifiques de son site. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son personnel en a connaissance et dispose des équipements de protection individuelle nécessaires, tels que des détecteurs de H2S, des lunettes de protection, des masques complets avec filtre H2S, etc.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



